



Ensemble, exigeons un meilleur partage des richesses pour un meilleur pouvoir d'achat !

Nantes, le 10 novembre 2018

Depuis quelques jours, les réseaux sociaux comme les grands médias se font l'écho d'un appel à « bloquer » le pays le 17 novembre, pour condamner la hausse du prix des carburants. La colère exprimée est légitime. Le prix des produits pétroliers devient exorbitant et intenable. La fiscalité sur les carburants est particulièrement injuste et pèse en premier lieu sur les salariés contraints de prendre leur voiture pour aller travailler.

Nous notons que le patronat des sociétés de transport, pourtant exonéré de certaines taxes, joue un rôle sournois, espérant à terme de nouvelles concessions profitant aux lobbies routiers.

Il est évident que le gouvernement veut trouver une manne financière importante après plusieurs mois de cadeaux fiscaux aux plus fortunés, faisant suite à de nombreux allègements et autres aides au patronat qui ne donnent, par ailleurs, aucun résultat économique. Le gouvernement cherche donc plus à boucler son budget qu'à répondre à l'urgence de transition énergétique face aux enjeux environnementaux.

Mais l'attaque contre notre pouvoir d'achat c'est d'abord **la faiblesse de nos salaires, de nos pensions et des minimas sociaux !**

La CGT considère que l'appel à la mobilisation du 17/11, aussi légitime soit la colère, ne saurait suffire à donner des perspectives d'amélioration de la vie des salariés, privés d'emploi et retraités.

Alors que le patronat français est, une nouvelle fois cette année, champion d'Europe du versement de dividendes et que le nombre de millionnaires français a fortement augmenté, **les richesses produites par les salariés doivent leur être rendues.**

Oui il y a besoin de mobilisation collective qui ne saurait faire l'impasse sur l'action de grève en semaine pour obtenir une véritable revalorisation du SMIC, pour redonner immédiatement du pouvoir d'achat aux travailleurs pour faire face aux dépenses contraintes (carburants, denrées alimentaires, l'énergie, etc.) en très forte augmentation ces derniers mois.

Oui il y a besoin de mobilisation collective pour faire reculer les injustices, imposer une fiscalité plus juste et développer des offres de service public de transports !

La politique nationale des transports doit assurer un aménagement du territoire et un développement économique équilibré. Cela suppose entre autres :

- un développement des transports collectifs sur tout le territoire
- une politique tarifaire attractive et sociale
- **la prise en charge intégrale par l'employeur pour tous les salariés du coût du transport domicile/travail**
- de développer le fret ferroviaire, fluvial et maritime, dans une logique multimodale, et de lui donner un caractère de service public au regard du développement humain durable et de la sécurité

Oui il y a besoin d'une juste répartition des richesses produites par le travail pour que assurer pleinement la réponses aux besoins sociaux (logement, énergie, nourriture, transport, santé, éducation,)

Il faut impérativement ouvrir partout des négociations salariales, gagner l'augmentation des pensions, des minimas sociaux, en se mobilisant massivement dans les entreprises et établissements !

La CGT 44 prendra toute sa place dans la construction d'une riposte efficace et porteuse d'alternative de transformation sociale. Elle reste disponible pour construire avec les salariés actifs, privés d'emploi, précaires et retraités un mouvement de masse pour une juste répartition des richesses.

La CGT réfléchit d'ores et déjà à une prochaine journée de mobilisation qui pourrait prendre la forme d'une « journée économie morte ». Elle appelle aussi à participer massivement à la manifestation nationale contre le chômage et la précarité organisée par les travailleurs précaires et privés d'emploi, premiers impactés par la hausse des prix, le samedi 1^{er} décembre à Paris.